



COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG  
45<sup>E</sup> CONSEIL DE COORDINATION DU  
PROGRAMME  
RÉUNION DU CONSEIL  
DU 10 AU 12 DÉCEMBRE 2019

## LA DÉLÉGATION DES ONG EN ACTION AU 45<sup>E</sup> CCP



## TABLE DES MATIÈRES

TEXTE INTRODUCTIF	3
ORDRE DU JOUR 1.3: RAPPORT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE	5
ORDRE DU JOUR 1.4: RAPPORT DU REPRÉSENTANT DES ONG	6
ORDRE DU JOUR 3: RAPPORT D'ÉTAPE ANNUEL SUR LA PRÉVENTION DU VIH 2020	8
ORDRE DU JOUR 6: RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA LUTTE CONTRE LA STIGMATISATION ET LA DISCRIMINATION SOUS TOUTES SES FORMES	9
ORDRE DU JOUR 7: RAPPORT DU CORPS COMMUN L'INSPECTION SUR LA GESTION ET L'ADMINISTRATION DE L'ONUSIDA	10
ORDRE DU JOUR 8: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU PROCESSUS DE NOMINATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUSIDA	12
ORDRE DU JOUR 9: PLAN D'ÉVALUATION	13
ORDRE DU JOUR 11: ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU	14
ORDRE DU JOUR 12: DÉBAT THÉMATIQUE – RÉDUIRE L'IMPACT DU SIDA SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES	15
RÉFLEXIONS DES DÉLÉGUÉS ENTRANTS:	16

## TEXTE INTRODUCTIF

### *Alexander Pastoors, délégué pour l'Europe*

La 45<sup>e</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) s'est tenue dans des eaux plus calmes que les précédentes. Comme d'habitude, la réunion a eu lieu dans la salle du Conseil Exécutif de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à Genève, en Suisse, du 10 au 12 décembre 2019. Il s'agissait de la



première réunion du troisième Directeur Exécutif de l'ONUSIDA nouvellement nommé dans l'histoire du Programme Commun, et de la première femme à occuper ce poste, Mme Winnie Byanyima (Ouganda). La réunion était présidée par Mme Li Cui (Chine).

Le rapport de Winnie au Conseil a été généralement bien accueilli, y compris par la délégation des ONG. Pourtant, alors que la stratégie actuelle de l'ONUSIDA arrive à son terme en 2021, son rapport a lancé un débat parmi les membres du Conseil sur une éventuelle nouvelle stratégie de l'ONUSIDA et le processus impliqué. Ce débat était étroitement lié au point de l'ordre du jour qui figurait dans le rapport du Corps Commun d'Inspection (CCI).

Comme les années précédentes, les deux premiers jours de la Réunion du CCP ont été consacrés au rapport de la délégation des ONG et à plusieurs autres questions liées aux politiques et aux programmes, telles que la prévention, les obstacles au financement des interventions menées par les communautés et le Partenariat Mondial pour l'action visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH. La troisième journée de la réunion a été consacrée au débat thématique visant à informer les membres du CCP des mesures qui pourraient être prises pour réduire l'impact du SIDA chez les enfants et les jeunes.



## ORDRE DU JOUR 1.3: RAPPORT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

*Jonathan Gunthorp, délégué pour l'Afrique*



Winnie Byanyima, dans son premier **rapport** au CCP en tant que Directrice Exécutive, a présenté un rapport centré, solide et fondé sur les droits du Directeur Exécutif avec sa vision de l'ONUSIDA, et ce qui doit être fait pour réaliser cette vision.

La délégation s'est félicitée de sa

nomination et a répondu par les points suivants:

Ce que nous devons faire pour réussir:

- Reconnaître que les stratégies et les outils pour la riposte sont actuellement insuffisants et doivent être changés rapidement
- Réorienter nos systèmes de santé pour faire face aux prochaines décennies de traitement
- Placer les personnes vivant avec le VIH, les travailleurs du sexe, les personnes LGBTI, les consommateurs de drogues, les femmes et les jeunes au sein de nos approches "centrés sur les personnes"
- Regarder nos multiples échecs en matière de prévention en face, investissez pour réussir et retournez-les rapidement
- Profiter du programme de 2030 pour aborder les déterminants politiques, sociaux, économiques et commerciaux de la santé et les obstacles structurels qui continuent de mener aux inégalités, à la violence, à la stigmatisation et à la discrimination.

Qui nous devons être et comment nous devons nous organiser:

- Relever l'approche féministe de la nouvelle DE, de mettre en œuvre en interne, comme en externe
- Recruter pour un jeune Secrétariat à servir les jeunes dans la riposte
- Conserver et promouvoir le personnel de l'ONUSIDA qui réalise une vision d'une riposte fondée sur les droits

## **ORDRE DU JOUR 1.4: RAPPORT DU REPRÉSENTANT DES ONG**

*Jules Kim, déléguée pour l'Asie et le Pacifique*

Cette année, le **rapport** de la délégation des ONG s'intitule: "Si C'est Pour Être Vraiment Universel : Pourquoi la Couverture Universelle de Santé ne réussira pas sans les Personnes Vivant Avec le VIH et d'Autres Populations Clés, les Femmes et les Jeunes." Bien qu'il y ait eu un débat thématique sur la



CSU en juin et une réunion de haut niveau sur la CSU qui a abouti à une Déclaration Politique, la délégation des ONG a estimé qu'il était crucial de mettre en lumière ce que les personnes vivant avec le VIH, les populations clés, les femmes et les jeunes peuvent apporter à la CSU. Les succès de la riposte communautaire au VIH, pour atteindre à ceux les plus marginalisés, ont été une leçon importante pour la CSU si l'on veut qu'elle soit vraiment efficace pour tous.

Le Rapport a été présenté par la déléguée des ONG pour l'Asie et le Pacifique et a été rassemblé en six contributions clés que les personnes vivant avec le VIH, les populations clés, les femmes et les jeunes, et leurs organisations et réseaux, pourraient apporter à la CSU. Des exemples des contributions essentielles ont été tirés de nombreuses entrevues, études de cas, analyses documentaires et discussions de groupe menées par la délégation

pour mettre en évidence dans le rapport, fournissant des preuves concluantes quant à la raison pour laquelle la CSU ne peut pas réussir sans nous, les communautés à son centre.

De nombreux États membres, Coparrainés et observateurs de la société civile ont pris la parole avec force pour reconnaître le rôle critique de ces communautés et la nécessité de les intégrer à la CSU. Les Points de Décision (PDD) du Rapport des ONG ont été placés dans une salle de rédaction, car il n'a pas été possible de parvenir à un consensus sur cette question. Toutefois, un accord a été conclu assez rapidement et, essentiellement, les aspects essentiels des PDD ont fait l'objet d'un accord. Il s'agissait notamment des PDD mentionnés lors de réunions précédentes du CCP et de la reconnaissance de la nécessité d'aborder les facteurs structurels, économiques et sociaux de l'épidémie du SIDA afin de faire élargir les objectifs globaux de santé. Il convient de noter en particulier les nouveaux PDD qui ont demandé au Programme Commun de continuer à aider les États membres à créer un environnement favorable pour les personnes vivant avec le VIH et d'autres populations clés, les femmes et les jeunes en s'attaquant et en surmontant les obstacles économiques, sociaux, structurels et réglementaires – notamment la stigmatisation, la discrimination et la criminalisation-et un PDD qui a demandé au Programme commun de l'ONUSIDA de continuer à aider les États membres à faire en sorte que tous les éléments de la programmation globale sur le VIH, tels qu'ils sont énoncés dans la stratégie de l'ONUSIDA (2016-2021), restent ou deviennent disponibles et accessibles aux personnes vivant avec le VIH et à d'autres populations clés, aux femmes et aux jeunes dans le cadre des cadres et politiques de la CSU.

## ORDRE DU JOUR 3: RAPPORT D'ÉTAPE ANNUEL SUR LA PRÉVENTION DU VIH 2020

*Aditia Taslim Lim, délégué pour l'Asie et le Pacifique*



La délégation des ONG s'est dite extrêmement préoccupée par ce point de l'ordre du jour, car il semblait être une répétition des discussions lors du **40e débat thématique du CCP sur la prévention du VIH 2020** en juin 2017, et de son **débat de suivi** lors de la 41e

réunion du CCP en décembre 2017. Les données du **rapport** montrent une réduction significative de la prévention du VIH depuis 2010, mais si l'on y regarde de plus près, la tendance annuelle est encore très similaire, et dans certains pays, les nouvelles infections ont augmenté. Quelques exemples que nous pouvons tirer des données c'est l'Afrique du Sud qui a connu une réduction de 39% depuis 2010, mais avec seulement 10-11% de réduction chaque année depuis 2015. L'Indonésie aurait enregistré une réduction de 29% depuis 2010, mais avec une réduction annuelle de moins de 10% depuis 2015.

L'Ouganda a connu une réduction de 36% depuis 2010, mais n'a connu qu'une réduction de 4% en 2017 et une augmentation de 6% en 2018.

La Coalition Mondiale pour la Prévention du VIH a été créée en 2017 pour accélérer les efforts de prévention et galvaniser l'engagement politique parmi ses pays membres.

Malgré tous les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la feuille de route, les pays n'en font toujours pas assez pour réduire les infections. Dans certains cas, ils ont même reculé. Les États membres remarquent qu'il faut du temps pour que la Coalition ait un impact. Toutefois, la délégation des ONG a rappelé au CCP que les communautés des populations clés et celles plus touchées n'ont pas le luxe de disposer du temps nécessaire. Nous devons veiller à ce que l'investissement promis de 25% pour la prévention soit réalisé, à ce que les préservatifs pour les hommes et les femmes soient disponibles et



accessibles, à ce que les services de réduction des méfaits soient financés, à ce que la PPrE soit intensifiée et à ce que la transmission verticale soit éliminée dès maintenant!

Il s'agit des activités comme d'habitude, enveloppé dans une ambition différente. L'ONUSIDA et les États membres doivent cesser de prétendre qu'ils font quelque chose de différent, alors qu'ils sont pris à faire exactement la même chose.

## **ORDRE DU JOUR 6: RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA LUTTE CONTRE LA STIGMATISATION ET LA DISCRIMINATION SOUS TOUTES SES FORMES**

*Alessandra Nilo, déléguée pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

Nous avons accueilli les résultats du **rapport**, “Mise à jour sur les mesures visant à réduire la stigmatisation et la discrimination sous toutes ses formes.” Ce point de l'ordre du jour a été un moment spécial pour nous, car le Partenariat Mondial est le résultat d'une idée proposée par la délégation des ONG au CCP lors de la 41<sup>e</sup> réunion du CCP en décembre 2017.



Nous avons remercié le soutien de tous les coorganisateur -- ONU-Femmes, ONUSIDA, GNP+ et PNUD -- mais nous avons exprimé de profondes préoccupations concernant les défis qui se présentent à nous. La lutte contre la stigmatisation et la discrimination est de toute évidence une nécessité urgente dans tous les pays, y compris ceux qui ont mis en place des mesures structurées de lutte contre le SIDA. À titre d'exemple, nous avons mentionné les résultats récents de l'Indice de Stigmatisation au Brésil, dont 64% des répondants souffraient de stigmatisation et/ou de discrimination liée au VIH.

Ce Partenariat est une occasion opportune, mais les déclarations ou les engagements politiques mondiaux continueront d'être inefficaces s'ils sont suivis de budgets presque nuls, y compris pour les réponses ou les approches qui abordent les questions des droits de l'homme dans les ripostes au SIDA.

Il est regrettable que nos communautés perdent confiance dans les politiques publiques, mais nous avons exprimé l'espoir que ce Partenariat ne sera pas l'une des nombreuses initiatives que l'ONUSIDA commence sans conclusion. Nous exigeons que ce Partenariat reçoive tout le soutien humain et financier nécessaire pour aider les États membres à aborder les obstacles structurels qui font de la stigmatisation et de la discrimination parmi les symptômes les plus pervers du SIDA.

## **ORDRE DU JOUR 7: RAPPORT DU CORPS COMMUN L'INSPECTION SUR LA GESTION ET L'ADMINISTRATION DE L'ONUSIDA**

*Alexander Pastoors, délégué pour l'Europe*



Le Corps Commun d'Inspection (CCI) est le seul organe de supervision externe indépendant du système des Nations Unies ayant pour mandat de mener des évaluations, des inspections et des enquêtes à l'échelle du système. Dans son **rapport**, le CCI a examiné la gestion et l'administration du Programme Commun,

en particulier le Secrétariat de l'ONUSIDA et ses relations avec les Coparrainés, ainsi que le rôle du Conseil de Coordination du Programme en matière de supervision et de responsabilisation. L'inspection et l'évaluation ont commencé en 2018 et ont été temporairement interrompues pendant que le Groupe d'Experts Indépendants (GEI)

menait son enquête sur la prévention et la riposte au harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, l'intimidation et l'abus de pouvoir au Secrétariat de l'ONUSIDA.

L'évaluation et l'inspection approfondies effectuées par le CCI ont abouti à un certain nombre de recommandations formelles et informelles adressées au Secrétariat de l'ONUSIDA, au Conseil de Coordination du Programme et aux Coparrainés. Le CCI suivra les progrès accomplis en ce qui concerne les huit recommandations officielles, mais les vingt-cinq recommandations officieuses ne feront pas l'objet d'une supervision. Il n'est pas surprenant que les discussions entre les États membres concernant le rapport du CCI aient été largement centrées sur la recommandation visant à renforcer la supervision et la responsabilité par le Conseil de Coordination du Programme (CCP) du Secrétariat et, en particulier, la gestion des ressources humaines, tout comme les discussions aux 43<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> réunions du CCP. Comme il s'agit du quatrième rapport consécutif du CCI soulignant l'absence structurelle de supervision par le CCP, il a fallu que le CCP s'en occupe et ça ne pouvait plus être écarté. Il s'agit ici de trouver un équilibre entre le maintien de la flexibilité et de l'agilité de la structure du Programme Commun et le renforcement de la supervision par le CCP, afin de garantir que les pays donateurs gardent confiance dans l'organisation.

C'est également la position que la délégation des ONG a exprimée lors des négociations qui ont eu lieu dans la salle de rédaction. Le CCP a décidé de créer un groupe de travail limité dans le temps qui élaborera des recommandations (options) au CCP sur la façon d'établir une meilleure surveillance. La délégation des ONG sera représentée au sein de ce groupe de travail, qui fera rapport à la 47<sup>e</sup> réunion du CCP en décembre 2020. Entre-temps, un point autonome de l'ordre du jour, permettant au Secrétariat d'informer le CCP sur les audits internes et externes, l'éthique et d'autres sujets relatifs à la responsabilisation, sera inclus dans les prochaines réunions.

## **ORDRE DU JOUR 8: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU PROCESSUS DE NOMINATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUSIDA**

*Alessandra Nilo, déléguée pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

En 2019, la délégation des ONG s'est engagée dans le processus de recrutement d'un nouveau Directeur exécutif pour l'ONUSIDA par le biais de son adhésion au Comité de Recrutement. Le **rapport** qui a été présenté dans ce point de l'ordre du jour était une synthèse du travail effectué et des leçons apprises par le



Comité de Recrutement, qui comprenait deux de nos délégués des ONG, Alessandra Nilo (ALC) et Jonathan Gunthorp (Afrique), que nous remercions pour leur dévouement.

L'une des règles existantes de la sélection des DE est que le CCP n'a pas son mot à dire dans la recommandation ou la décision finale. Les candidats présélectionnés par le Comité de Recrutement sont considérés dans une certaine mesure par le CCP, mais ce sont les Coparrainés qui feront la recommandation finale au Secrétaire Général des Nations Unies, qui nomme ensuite le Directeur Exécutif. Lors de la 45<sup>e</sup> réunion du CCP, la possibilité de modifier cette règle a été évoquée. Cependant, l'idée a reçu peu de soutien de la part des autres États membres et, après quelques réflexions, le processus est resté le même. La délégation des ONG remercie l'ensemble du Comité de Recrutement et son président, la République du Bélarus, d'avoir mené à bien ce processus de sélection.

## ORDRE DU JOUR 9: PLAN D'ÉVALUATION

*Andrew Spieldenner, délégué pour l'Amérique Du Nord*



L'Unité d'Évaluation de l'ONUSIDA est née de la nécessité d'évaluer le bon fonctionnement du Programme Commun et de déterminer quels autres types de données sont nécessaires. L'ONUSIDA a eu des activités d'évaluation incohérentes au cours de son existence, et ce **rapport** est le premier depuis que l'Unité

d'Évaluation a été approuvée lors de la 44<sup>e</sup> réunion du CCP en juin 2019. L'évaluation est un élément de base de nombreux programmes de santé publique et de lutte contre le VIH, mais les grandes organisations internationales ou intergouvernementales ne sont souvent pas soumises à la même pression que nos ONG pour produire des données destinées aux donateurs.

Certains États membres ont interrogé l'Unité d'Évaluation en ce qui concerne leur budget et la manière dont ils font leur travail. Bien qu'une surveillance soit attendue et nécessaire, il semble peu judicieux de remettre constamment en question les processus jusqu'à ce que les conclusions soient présentées. Les interventions de la délégation des ONG sur ce point ont porté sur l'importance d'une évaluation efficace pour les populations clés, ainsi que sur le soutien à l'évaluation de l'impact du Programme Commun sur la Violence Sexiste.

Les résultats préliminaires ont mis en évidence certains points forts et certaines lacunes du Programme Commun. Parmi les points forts, figurent l'impact de l'ONUSIDA au niveau régional en termes de politiques et d'orientation des ripostes au VIH, ainsi que l'importance du financement direct. Certaines lacunes comprennent la coordination entre les coparrainés et l'impact des politiques dans les pays. Ce type de données peut aider



l'ONUSIDA à réfléchir à la manière dont il fait son travail, à corriger les aspects qui peuvent être améliorés, et à améliorer et soutenir le travail qui se déroule bien.

## **ORDRE DU JOUR 11: ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU**

*Aditia Taslim Lim, délégué pour l'Asie et le Pacifique*

Lors de cette réunion du CCP, plusieurs changements dans la composition du Conseil ont été annoncés. Il s'agit de la composition des 22 États membres, du président du Comité des Organismes Coparrainants (COC), de la délégation des ONG et du Bureau du CCP.



Changements Dans La Composition Des États Membres:

<b>Sortant</b>	<b>Entrants</b>
Algérie	Tunisie
Madagascar	Kenya
Indonésie	Thaïlande
Mexique	El Salvador
Finlande	Danemark
Australie	Canada
Belgique	Luxembourg

Suède	Suisse
-------	--------

[\*Composition complète des États membres\*](#)

La présidence 2020 du COC: Programmes des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

**Délégation des ONG:** L'Amérique latine et les Caraïbes: Réseau Bolivien de Personnes Vivant avec le VIH/SIDA, représenté par Gracia Violeta Ross Quiroga et le Réseau Jamaïcain De Séropositifs représenté par Jumoke Patrick; Europe: Réseau Eurasien pour la Santé des Populations Clés, représenté par Caren Badalyan.

Bureau du CCP (2020): États-Unis d'Amérique (Président), Namibie (Vice-Président), Inde (Rapporteur), PNUD (Président du CCO) et la délégation des ONG (Andrew Spieldenner, représentant principal ; Jonathan Gunthorp, représentant suppléant).

**ORDRE DU JOUR 12: DÉBAT THÉMATIQUE – RÉDUIRE L'IMPACT DU SIDA SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES**

*Lucy Wanjiku Njenga, déléguée pour l'Afrique*



Le 45<sup>e</sup> Débat Thématique du CCP sur la réduction de l'Impact du SIDA sur les enfants et les jeunes a été jugé fructueux, car il a permis de rassembler des voix différentes dans divers domaines qui devaient être entendues. Les sessions les plus remarquables et les plus applaudies ont été le discours d'ouverture et les

présentations et discours de tous les jeunes dans les trois sessions de panel. Ils ont mis en lumière les expériences et les réalités vécues qui devaient être entendues par les États membres, les coparrainés et l'ONUSIDA, alors que l'examen de la prévention, du traitement et des soins dispensés aux enfants et aux jeunes prend forme dans les objectifs

de 2020 et 2030. Nous savons que le monde n'atteint pas les objectifs ambitieux qu'il s'est fixés en matière de lutte contre le VIH.

Les discussions qui ont eu lieu dans la salle ont permis de définir clairement les prochaines étapes à suivre. Pour en citer quelques-unes :

- Assurer et maintenir la participation significative des adolescents et des jeunes aux programmes de lutte contre le VIH, dès la conception à la mise en œuvre, en passant par le suivi et l'évaluation
- La nécessité de développer les médicaments antirétroviraux adaptés aux enfants et les Points de Service - Diagnostic Précoce chez les Nourrissons.
- Soutenir ce qui a fonctionné, tel que le programme *DREAMS* pour la prévention des nouvelles infections chez les filles et les jeunes femmes et engager tout le cercle des influenceurs sociaux dans leur vie, ainsi que l'EGPAF (*Elizabeth Glaser Paediatric AIDS Foundation*), avec des mères-mentors.

## RÉFLEXIONS DES DÉLÉGUÉS ENTRANTS



C'était ma première réunion du CCP en tant que nouvelle déléguée des ONG européennes, représentant le Réseau Eurasien pour la Santé des Populations Clés. Je suis heureuse de faire partie d'une équipe de délégués de cinq régions, dont les principes sont centrés sur les résultats et l'équité et qui s'engagent à améliorer les voies et les politiques qui soutiennent l'ONUSIDA et les pays dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Il a été très important et très utile pour moi de participer à la réunion d'orientation préalable au CCP centrée sur la prise en compte et la compréhension de la diversité entre les délégués actuels, sortants et nouveaux et sur l'amélioration des processus essentiels au succès des délégués, y compris le maintien et la transition vers un nouveau rôle dans la délégation des ONG au CCP. J'ai trouvé mon processus de participation très efficace puisqu'il a commencé avec une solide collaboration entre les

délégués et un Secrétariat de l'ONUSIDA de soutien. Mes collègues délégués ont réfléchi ouvertement sur ce qu'ils ont appris et ont partagé leurs connaissances avec les nouveaux délégués, nous transmettant les connaissances qu'ils ont acquises en tant que délégués du CCP. Nous devrions garder la tradition d'organiser des réunions d'orientation pour les futurs nouveaux arrivants.

Il était également très important de reconnaître notre diversité au sein du groupe et de définir les rôles et les missions clés pour chaque délégué et pour l'ensemble de la délégation. Mon engagement est d'apporter l'approche de genre dans le contexte du VIH/SIDA et d'intégrer la dimension de genre dans les travaux de l'ONUSIDA, ainsi qu'à utiliser des données, des recherches et des méthodes d'évaluation fondées sur des preuves pour améliorer les politiques, les programmes et les pratiques afin de renforcer la participation et l'engagement des communautés dans les travaux de l'ONUSIDA aux niveaux national, régional et international.

- *Caren Badalyan, Réseau Eurasien pour la Santé des Populations Clés, déléguée entrante pour l'Europe*

---

Étant présente au sein du CCP de l'ONUSIDA après de nombreuses années, je pense que le CCP de l'ONUSIDA semble beaucoup plus organisé et adapté à son objectif. La délégation des ONG mérite ma reconnaissance. Lorsque j'étais dans la délégation avant (2007-2009), le Service de Communication et de Consultation (SCC), le fournisseur de soutien technique pour la délégation des ONG, n'existait pas encore. Mes collègues et moi-même avons présenté et défendu la SCC et je suis très heureuse que cela ait été approuvé. Je vois les résultats de l'investissement dans les communautés et la société civile.

Pour moi, la meilleure partie de la 45e réunion du CCP a été le débat thématique sur l'impact du SIDA chez les enfants et les jeunes. La diminution de la transmission verticale du VIH a affecté la fonctionnalité du marché pédiatrique du VIH. Pour de bonnes raisons, nous avons moins d'enfants nés avec le VIH, mais un petit marché semble moins intéressant pour l'industrie pharmaceutique. La délégation des ONG au sein du CCP a veillé à ce que cette réalité reçoive la reconnaissance qu'elle mérite.



**Réveillez-vous, nos enfants sont en train de mourir ! C'est ce que nous avons dit.**

J'ai été impressionnée par la nouvelle directrice exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, après la période difficile que l'ONUSIDA vient de traverser. Je suis convaincue que Winnie nous guidera dans la prochaine phase.

- ***Gracia Violeta Ross Quiroga, Réseau Bolivien de Personnes Vivant avec le VIH/SIDA, nouvelle déléguée pour l'Amérique latine et les Caraïbes***
- 

Un garçon des Caraïbes représentant l'un des deux délégués pour l'Amérique latine et les Caraïbes au CCP de l'ONUSIDA signifie beaucoup pour lui et pour ceux qu'il représente, y compris les communautés touchées par le VIH dans son travail avec la société civile.

La participation à mon premier CCP a été une expérience qui m'a permis de comprendre le système des Nations Unies en ce qui concerne la gouvernance et la prise de décisions stratégiques concernant le VIH/SIDA à l'échelle mondiale, et la façon dont les systèmes de gouvernement et les procédures sont utilisés pour veiller à ce que l'engagement politique soit aligné avec ce qui est nécessaire, p. ex., les droits humains et la protection des communautés partout dans le monde.



Je me suis particulièrement intéressé au débat thématique de la réunion du CCP qui était centré sur les adolescents et les jeunes, car cela a permis une conversation et une interaction directes avec les technocrates et les représentants des communautés qui travaillent sur le terrain et défendent leurs intérêts à l'échelle mondiale. Cela représentait pour moi l'essentiel de ce que devrait

être la riposte et la façon dont elle devrait se poursuivre à mesure que nous progressons vers les objectifs de la voie rapide.

Le rassemblement des communautés/société civile et des gouvernements est un mécanisme solide qui permet des intersections et des interrelations pour un impact et une transformation, en particulier pour les personnes marginalisées et rendues vulnérables à cause du VIH. Je me réjouis d'assister et de participer à tous les processus liés au CCP et en tant que délégué des ONG au CCP.



- *Jumoke Patrick, Réseau Jamaïcain de Séropositifs, nouveau délégué pour l'Amérique latine et les Caraïbes*